



Syndicat National des Personnels

de l'Education et du Social

Protection Judiciaire de la Jeunesse

Fédération Syndicale Unitaire

Secrétariat National : 54, Rue de l'Arbre Sec -



AVEC TOUS LES SALAIRES DU PUBLIC ET DU PRIVE

A L'APPEL de L'INTERSYNDICALE CGT, FSU, FO, Solidaires

TOUS EN GREVE LE 18 MARS 2014

Pour les fonctionnaires : salaires gelés, retraites attaquées, avancement menacé, emplois en berne dans certaines administrations, supprimé dans d'autres !

Pour les salariés du privé, plans de licenciement multiples, salaires bloqués, précarité renforcée, protection sociale dégradée !

Et en contrepartie, pour les entreprises : crédit d'impôts, cotisations sociales allégées au nom de la compétitivité.

Par le passé, les avantages fiscaux accordés aux entreprises n'ont jamais garanti les créations d'emplois. Les milliards engloutis pour sauver tel ou tel entreprise, n'ont servi à celles-ci qu'à se redéployer dans les pays où la main d'œuvre était la moins chère, ou à spéculer sur les marchés financiers.

Au prétexte de sortir de la crise due aux spéculations des banques et des grandes entreprises, on demande des efforts aux salariés et aux retraités.

Pourtant la fraude et l'évasion fiscale ne sont pas le fait des salariés. Pourtant, les bénéfices des entreprises du CAC 40 ne cessent de progresser.

Face aux concessions systématiques faites au patronat dès qu'ils élèvent la voix, il faut tous ensemble dire stop !

La réduction des services publics, la remise en cause de la protection sociale, la baisse du pouvoir d'achat et des pensions des retraités ne peuvent qu'accentuer les effets de la crise sur les plus démunis. En généralisant la précarité c'est une crise encore plus grave et plus dure pour toute la population qu'on prépare pour demain.

Nous ne voulons pas de cette politique qui désespère les salariés grecs, jette à la rue les travailleurs espagnols et partout en Europe paupérise les populations et précipite dans la misère les plus démunis.

De surcroît cette politique génère, racisme et discriminations.

Il faut au contraire exiger le développement des services publics pour renforcer les solidarités.

Il faut une revalorisation des salaires, des pensions et des minima sociaux.

Il faut promouvoir d'autres choix économiques et sociaux car ils sont possibles.

**Cette politique choisie par le gouvernement,
nous n'en voulons pas !**

Nous serons en grève et dans la rue le 18 Mars !